

le droit de vous défendre. Si cela ne ressemble pas à l'Espagne du XVI^e siècle, je ne saurais dire alors ce qui peut y ressembler.

Puis, il y a Information Canada, l'étape suivante, une innovation. On dit qu'il s'agit de faire des économies en évitant le double emploi qui résulte lorsque différents ministères informent le public des activités du gouvernement. Cela sonne bien, et l'optimisme règne. Et que constatons-nous? Que Jean-Louis Gagnon, que le *Who's Who* dit être l'ancien chef de l'organisme chargé de la propagande du parti libéral au Québec, en est le directeur. Dans ces conditions, on ne peut guère reprocher aux gens de se méfier un peu de la nouvelle société.

Puis, il y a les nouveaux règlements du CRTC sur la teneur canadienne des émissions. On ne peut pas plus se déclarer contre cela qu'on ne pourrait se dire contre la maternité, par exemple. Cela paraît merveilleux. Mais il suffit d'y regarder d'un peu près pour voir ce qui se passe.

M. Cafik: Que savez-vous de la maternité?

M. Nesbitt: Supposons une petite station de radio qui se trouverait à la limite des exigences de teneur canadienne. La Gestapo, si on veut l'appeler ainsi, ou le CRTC, pourrait lui dire: «Vous aurez à renouveler votre permis dans quelques mois vous frisez de près la limite, mais nous avons des chips et des enregistrements d'Information Canada. Si vous voulez être bien vu du Conseil vous pourrez les passer dans vos émissions, et ainsi vous vous en tirerez.» Voilà la situation.

● (9:00 p.m.)

N'importe laquelle de ces choses, prise isolément pourrait être assez néfaste, mais on pourrait probablement s'en accommoder. Cependant, lorsqu'elles s'ajoutent les unes aux autres, il n'est pas difficile d'imaginer le résultat. Le contrôle de l'information par le gouvernement ne s'arrête pas là. Nous avons le bill C-197, qui reviendra sur le tapis. C'est un bill intéressant, qui traite de l'agriculture. Il paraît fort valable de prime abord. Selon les apparences, les agriculteurs contrôleront la commercialisation, comme cela s'est fait avec beaucoup de succès dans les provinces. Bon nombre s'imaginent que c'est bien de cela qu'il s'agit. Mais quelle est la situation? Il y aura des offices dont les membres ne seront pas élus par les producteurs, mais désignés par le cabinet. Voilà la situation. Le cabinet décidera de tout, depuis les semailles jusqu'à la moisson. Les producteurs agricoles n'ont aucune voix au chapitre. Cela ressemble à

peu près à ce qu'a fait Khrouchtchev en Ukraine dans les années 20. Les choses en sont là. On pourrait en dire bien davantage sur les manœuvres scandaleuses en vue de contrôler la politique des provinces ou s'y immiscer. Nous avons deux gouvernements chancelants dans deux provinces dirigées par des libéraux, celui de Terre-Neuve, sous la direction de M. Smallwood, et celui du Nouveau-Brunswick. On nous a dit aujourd'hui que 62 millions de dollars seront affectés à titre d'aide au Nouveau-Brunswick et 82 millions à Terre-Neuve. Naturellement, ces deux gouvernements qui ont des ennuis, je crois trouveront cette aide très utile, mais ce n'est guère juste pour les gens de l'Ouest qui sont dans une situation assez critique ces jours-ci. Le gouvernement ne semble vraiment pas vouloir encourager les Canadiens de l'Ouest.

Une voix: Et l'usine d'eau lourde?

M. Nesbitt: J'ignore pourquoi on devrait s'en étonner, monsieur l'Orateur, car le premier ministre actuel a arrêté son plan il y a longtemps comme peut le constater quiconque prend la peine de se renseigner. Dès 1961, l'ancien président du NPD, le professeur Michael Oliver, publiait un livre intitulé *Social Purpose for Canada*. Je ne m'attarderai pas sur les détails; ceux qui veulent le lire, peuvent l'emprunter à la bibliothèque. Ceux qui le liront se rendront compte que les événements actuels se déroulent exactement comme M. Trudeau l'avait prédit dans sa dissertation. Certains pourront dire qu'il s'intitule *Mein Kampf*, mais pas moi. Le premier ministre a un meilleur style que l'auteur de cet ouvrage. J'estime que vous pourriez le comparer à un écrivain de la Renaissance au XVI^e siècle, auteur d'un livre de science politique intitulé «Le Prince». On pourrait dire qu'il s'agit du Prince canadien. Tout y est prévu. Il y a un autre sujet mineur dont j'aimerais traiter et qui se rapporte à ce que je viens de dire.

Une voix: Allez-y, vous avez notre permission.

M. Nesbitt: Les tendances récentes de la Société Radio-Canada, particulièrement dans ses programmes de nouvelles et d'affaires publiques, m'inquiètent et m'alarment. J'écoute souvent Radio-Canada et quantité de ses programmes sont excellents—sauf quand il s'agit des affaires publiques. J'écoute les commentaires sur les élections provinciales qui ont lieu actuellement à l'Île-du-Prince-Édouard et au Québec. Personne ne saurait,